

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
D'ÉCURE



Distr.  
GÉNÉRALE  
S/4940/Add.18  
20 décembre 1961  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU FONCTIONNAIRE CHARGÉ DE L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CONCERNANT LA MISE EN APPLICATION  
DU PARAGRAPHE A-2 DE LA RÉSOLUTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ  
DU 21 FÉVRIER 1961

Rapport du fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au  
Congo concernant la situation à Elisabethville (troisième partie)

- A. Évolution de la situation du 8 au 14 décembre 1961 inclusivement.
1. Du 8 au 14 décembre, les forces des Nations Unies à Elisabethville ont poursuivi leur action défensive pour assurer leur liberté de mouvement et rétablir l'ordre public. Dans l'attente de renforts, elles se sont surtout employées à tenir leurs positions et à maintenir leurs communications.
  2. Il fallait avant tout s'assurer de la route reliant l'aérodrome à la ville. Les forces katangaises avaient édifié de fortes positions le long de cette route, alors même qu'elles feignaient de négocier avec l'Organisation des Nations Unies en vue d'enlever leur barrage routier. Lorsque l'ONU eut forcé ce barrage, dans l'après-midi du 5 décembre<sup>1/</sup>, la route continua à être exposée au feu des mortiers et à des tirs d'embuscade constants. Le désir des forces de l'ONUC de causer le minimum de pertes en vies humaines et de dommages rendait plus difficile le nettoyage de la route.
  3. Une des positions katangaises était située à l'hôtel de la Sabena; elle était tenue par des gendarmes, et dix employés civils de la Sabena s'y trouvaient également. Les forces katangaises en ont été délogées dans la matinée du 8 décembre, et les civils, qui étaient sains et saufs, ont ensuite été évacués sur Léopoldville. Plus près de la ville se trouve un bâtiment à étages multiples qui doit servir d'hôpital, mais qui n'est pas encore utilisé à cette fin. La position de mortiers que

<sup>1/</sup> Voir S/4940/Add.16, section E.

la gendarmerie y avait installée a été réduite au silence le 7 décembre par les mortiers de l'ONU, mais ce bâtiment a ensuite servi de position de mortiers et de postes d'observation contre les troupes des Nations Unies. Il était donc essentiel que ces dernières occupent cette position, et c'est ce qu'elles ont fait le 12 décembre.

4. Dans la soirée du 8 décembre, M. George Ivan Smith, le représentant par intérim des Nations Unies, et le général Raja, commandant les forces de l'ONUC au Katanga, ont finalement pu revenir, dans des véhicules blindés, de l'aérodrome à leur quartier général d'Elisabethville, dont ils étaient isolés depuis le 4 décembre. Chemin faisant, ils ont essuyé un tir nourri d'embuscade.

5. Dans l'intervalle, le 8 décembre, les forces katangaises ont lancé une attaque contre l'aérodrome. La colonne d'attaque était conduite par un bulldozer transformé sur place en tank. Celui-ci a été détruit au premier coup de feu des forces de l'ONUC, et l'attaque a été repoussée. Un convoi de camions katangais transportant des fusils et des munitions a également été détruit par une bombe d'avion dans le voisinage de l'aérodrome. Dans la nuit du 10 au 11 décembre, des avions ennemis ont attaqué l'aérodrome; ils ont lancé 26 bombes mais n'ont causé aucun dommage. Ils ont à nouveau bombardé l'aérodrome dans la nuit du 14 au 15 décembre. De nombreuses patrouilles katangaises ont été observées dans ce secteur, notamment le 11 et le 12 décembre, et les forces des Nations Unies qui s'y trouvaient ont dû patrouiller intensivement afin d'empêcher des coups de feu de tireurs isolés contre les appareils de l'ONUC prêts à atterrir.

6. Les forces katangaises ont également fait preuve d'activité dans d'autres secteurs. Le camp de réfugiés baluba situé à l'est d'Elisabethville a posé à l'ONUC l'un des problèmes les plus graves. Environ 45 000 à 50 000 Balubas, soit une bonne partie des ouvriers de la ville, avaient fui les persécutions du régime de Tshombé en se réfugiant sur un terrain découvert où ils étaient entassés, abrités des intempéries par de simples huttes de boue improvisées. Après le 5 décembre, la gendarmerie katangaise, dans un geste barbare, au mépris des lois de la guerre, a tiré à maintes reprises sur le camp avec des mortiers et des armes automatiques. Aux dernières nouvelles, 30 Balubas avaient été tués et 140 blessés. Par suite du tir, l'ONUC a dû suspendre pendant plusieurs jours les distributions de vivres, mais on les a reprises le 10 décembre. Une bonne part des effectifs de

l'ONUC a été chargée d'assurer la sécurité aux approches du camp, de manière à défendre les Balubas contre la gendarmerie et à protéger la ville des incursions de Balubas en quête de vengeance.

7. Au nord-est de la ville, la gendarmerie katangaise a tenté désespérément, le 12 décembre, d'isoler les camps suédois et irlandais du quartier général en établissant un barrage routier près d'un dépôt d'essence. Les troupes des Nations Unies ont dû forcer ce barrage; au cours de l'action, des obus de mortier katangais ont mis le feu au dépôt qui a brûlé toute la nuit sans qu'on puisse maîtriser l'incendie.

8. Un objectif de l'ONUC à l'est de la ville était l'émetteur de Radio Katanga, qui continuait à diffuser des appels en vue d'inciter la population à faire usage de flèches empoisonnées et à assassiner les militaires de l'ONU. Le 8 décembre, l'ONUC a pris à partie une forte concentration d'éléments de la gendarmerie autour de l'émetteur, et l'après-midi du même jour l'émetteur a été endommagé par des avions à réaction de l'ONU.

9. Au sud du quartier central d'Elisabethville, en direction de la cité africaine, se trouve le camp Massart, rebaptisé "Camp président Tshombé" par les Katangais, qui était le principal camp retranché de la gendarmerie. De là partaient de nombreux tirs de mortiers contre les forces des Nations Unies. Le 10 décembre, l'aviation de l'ONU a mitraillé ce camp.

10. Le quartier général de l'ONUC à l'extrémité nord-ouest d'Elisabethville a continué de subir un feu intense de mortiers et de mitrailleuses. Les tirs venaient en grande partie de zones habitées où se trouvent de nombreux civils, et les forces de l'ONU n'ont guère ou pas riposté. L'ONUC a collaboré avec des représentants de la Croix-Rouge pour évacuer les civils de cette zone; elle a aussi envoyé le 8 décembre des voitures blindées équipées de haut-parleurs pour assurer les civils qu'ils seraient en sécurité s'ils ne tiraient pas sur les forces de l'ONU et n'abritaient pas des francs-tireurs, des mercenaires ou des gendarmes tirant sur les positions de l'ONU. Deux soldats de l'ONU ont été tués au quartier général, le 11 décembre, par les tirs de mortiers.

11. Au centre de la ville, la vie était très difficile pour la population civile. Les tirs de mortiers étaient fréquents, causant des pertes de vies humaines et des dégâts matériels, et une enquête approfondie a montré qu'il ne s'agissait pas de tirs émanant des troupes de l'ONU. Les points atteints étaient pour la plupart

hors de portée des batteries de mortiers de l'ONUC; la seule batterie qui se trouvait assez près n'a pas tiré dans la direction où il y a eu des dégâts. Il semble probable que les forces katangaises ou des éléments extrémistes tiraient eux-mêmes sur la ville afin de soulever la population contre l'ONU.

12. L'ONU a lancé une attaque aérienne au centre d'Elisabethville le matin du 9 décembre. L'objectif était le bureau de poste, qui servait aux transmissions militaires katangaises ainsi qu'à des émissions radiophoniques incendiaires. Un préavis avait été donné et il n'y a pas eu de victimes. D'autres attaques aériennes ont été dirigées les 12 et 13 décembre sur le quartier du Lido, centre balnéaire et parc situé à l'extrémité sud-ouest de la ville, où se trouvaient des concentrations de troupes katangaises et d'où étaient venus des tirs intenses de mortiers.

13. L'ONU a coopéré à l'envoi à Elisabethville d'un train d'évacuation venant de Rhodésie. L'ONUC a dû imposer notamment comme condition que le train soit inspecté par certains des consuls afin de garantir qu'il ne serve pas à introduire des armes et des munitions destinées aux troupes katangaises. Les autorités katangaises, toutefois, n'ont pas permis aux consuls d'inspecter le train. Néanmoins 382 femmes et enfants ont été chargés sur le train, qui est rentré en Rhodésie le 8 décembre. Les consuls ont signalé que la gendarmerie avait fait de grosses difficultés pour laisser partir le train.

14. Les forces katangaises se sont constamment servies de la présence de civils comme d'un bouclier pour leurs activités, alors que les forces de l'ONU, à leur grand désavantage militaire, ont fait de leur mieux pour éviter de mettre en danger la vie des civils et leurs biens. Les Katangais plaçaient leurs mortiers au voisinage d'hôpitaux, d'écoles, de consulats et d'habitations privées. Le soir du 10 décembre, des voitures blindées katangaises ont pris l'Institut international, situé dans les environs du stade dans la partie nord d'Elisabethville, comme base d'attaque contre les positions de l'ONU. Près de 750 réfugiés avaient été groupés dans l'Institut sous les auspices de la Croix-Rouge. Un véhicule blindé katangais a été détruit lors de l'attaque mais les forces des Nations Unies n'ont pu prendre à partie les autres véhicules parce que ceux-ci étaient retournés se mettre à l'abri à l'Institut. Le même secteur a ultérieurement continué à servir de base pour des attaques au mortier et aux armes automatiques contre les troupes de l'ONUC.

15. Les forces katangaises ont constamment fait un usage abusif de l'emblème de la Croix-Rouge, contrairement aux lois de la guerre. De nombreux cas de ce genre ont été signalés. L'un d'eux a été observé le 8 décembre par M. Ivan Smith, qui a vu une voiture portant un drapeau de la Croix-Rouge donner un signal pour faire ouvrir le feu sur le convoi dans lequel M. Smith revenait de l'aérodrome. Dans un autre cas, un représentant de la Croix-Rouge a vu une voiture arborant une grande croix rouge qui était pleine de gendarmes en uniforme et armés. Alors que le nombre réel des véhicules de la Croix-Rouge à Elisabethville était inférieur à dix, les observateurs de l'ONUC ont compté plus de 50 voitures portant des croix rouges peintes ou des drapeaux à croix rouge. Le 10 décembre M. Olivet, principal délégué du Comité international de la Croix-Rouge à Elisabethville, a demandé à Radio Katanga de diffuser toutes les heures des messages pour faire cesser l'emploi abusif de la Croix-Rouge.

16. Toutefois cet emploi abusif n'a pas cessé. M. Olivet lui-même est porté manquant depuis l'après-midi du 13 décembre. Comme ni les forces des Nations Unies ni les consuls à Elisabethville ne savent où il se trouve, on craint qu'il n'ait été enlevé par la gendarmerie katangaise ou des extrémistes non africains que sa présence gênait. L'ONU a immédiatement entrepris, avec tous les moyens à sa disposition, une enquête sur la disparition de M. Olivet; malheureusement on n'a pas encore pu le trouver ni rien apprendre à son sujet. L'ONUC a aussi, le 17 décembre, transporté à Elisabethville M. Depreux, autre délégué du Comité international de la Croix-Rouge, qui a été envoyé pour rechercher M. Olivet.

B) Evolution de la situation du 15 au 18 décembre inclusivement

17. Le renforcement du dispositif de l'ONUC à Elisabethville a été achevé le 14 décembre; depuis lors l'ONUC a pu assurer plus activement sa liberté de mouvements, au lieu de rester sur ses positions. Il était évidemment impossible de lancer sur la ville une attaque de front en raison des lourds dommages qui en seraient résultés pour la population civile et pour les biens. Il a donc été décidé de faire mouvement autour d'Elisabethville en éliminant toutes les positions katangaises aux confins de la ville et en établissant un contrôle sur son périmètre.

18. Dans la nuit du 14 au 15 décembre, une unité de gurkhas indiens a nettoyé les abords de la route de l'aéroport, tandis qu'une autre unité gurkha s'emparait très tôt le 15 décembre des hauteurs du terrain de golf qui se trouve non loin du quartier général de l'ONUC et d'où les forces katangaises tiraient au mortier sur le quartier général. Des gurkhas ont aussi avancé jusque dans les rues de l'extrémité nord de la ville, et au soir du 15 ils avaient rétabli l'ordre dans le quartier du théâtre et détruit une voiture blindée katangaise près du stade. Un officier de l'ONUC a été blessé lors de l'opération. Durant toute la journée, les forces de l'ONU et le quartier général ont essuyé un tir intense de mortiers et un soldat gurkha a été tué au quartier général. Les forces de l'ONUC n'ont riposté que lorsque cela était indispensable. Elles n'ont pas tiré sur les habitations sauf lorsque celles-ci servaient à des attaques contre l'ONUC.

19. Entre-temps, aux abords est de la ville, des troupes de l'ONUC échangeaient des tirs de mortier, pendant toute la journée du 15, avec des unités de gendarmerie postées au tunnel qui passe sous la voie ferrée, à l'endroit où des soldats suédois avaient été assassinés et enlevés le 3 décembre. Les avions des Nations Unies ont aussi attaqué le secteur du tunnel.

20. Le lendemain 16 décembre, les forces des Nations Unies ont atteint trois objectifs importants aux abords de la ville, qui avaient beaucoup gêné la liberté de mouvement de l'ONUC. Premièrement, des troupes éthiopiennes de l'ONUC se sont emparées avant l'aube du secteur du Lido, à l'ouest d'Elisabethville, et ont fait mouvement pour se rendre maîtresses de la route qui mène à Kipushi et à la frontière rhodésienne. Les Ethiopiens ont essuyé un feu nourri provenant des locaux de l'ion minière du Haut-Katanga, et d'autres immeubles avoisinants. Six Ethiopiens ont été tués et quatre autres au moins blessés par ces coups de feu.

21. Deuxièmement, des unités suédoises se sont emparées du camp Massart, le principal camp de la gendarmerie à Elisabethville, très vaste et entouré de hauts murs. Les troupes suédoises ont atteint avant l'aube la rive du Kampemba, à environ un kilomètre du camp, mais n'ont pu franchir le pont avec leurs véhicules parce qu'elles se sont heurtées à un violent tir de mitrailleuses provenant du camp lui-même et aussi d'un bâtiment voisin où sont logés des cheminots. Il pleuvait très fort, le terrain était très boueux et les véhicules ont dû être abandonnés.

Les Suédois, sous la protection d'un tir de couverture de leurs propres unités, ont franchi le pont au pas de course ou passé la rivière à gué. Sous un feu nourri, les hommes d'une unité ont rampé jusqu'aux grilles de l'entrée principale et ceux d'une autre jusqu'à l'angle du camp et aux villas des employés de chemins de fer.

A 10 h 30, les premiers éléments suédois ont lancé un assaut direct et franchi les grilles de l'entrée principale. A l'intérieur du camp, à 11 h 30, ils ont été violemment contre-attaqués sur leur gauche par des gendarmes que menaient des officiers non congolais, et il y a eu ensuite de nombreux corps à corps. Les hommes de l'ONUC étaient entièrement maîtres du camp vers 18 heures. Cinq soldats suédois ont été blessés, dont deux grièvement. Au cours de l'opération, les troupes suédoises se sont emparées de quatre combattants non congolais et de trois gendarmes.

22. Troisièmement, les troupes irlandaises se sont emparées du tunnel sous la voie ferrée. Ils s'en sont approchés de plusieurs directions, les hommes d'un groupe rampant le long de la voie. L'assaut final a été livré à 6 heures. Les Irlandais ont essuyé un feu nourri d'éléments de la gendarmerie postés dans des wagons de chemin de fer à proximité, et l'officier qui menait l'assaut le long de la voie a été tué, de même que l'un de ses hommes. Les troupes irlandaises se sont alors déployées aux abords du tunnel, côté ville.

23. Le 17 décembre, les troupes suédoises au camp Massart ont continué de nettoyer les bâtiments avoisinants des tireurs isolés qui s'y trouvaient et les troupes irlandaises ont fait de même aux abords du tunnel. Les troupes éthiopiennes qui se trouvaient dans le secteur du Lido ont continué d'être soumises à un tir violent de mortiers, de mitrailleuses et d'armes légères provenant de l'immeuble de l'Union minière et, comme on l'a dit plus haut, six d'entre eux ont été tués et quatre autres au moins blessés. L'ONUC a continué de lancer des avertissements à la radio et par l'entremise des représentants consulaires, annonçant que si les attaques contre l'ONUC ne cessaient pas, il lui faudrait prendre des mesures pour faire cesser les coups de feu. Dès le début des hostilités, les Nations Unies avaient tenté à maintes reprises, par tous les moyens à leur disposition, d'empêcher que les gendarmes et les mercenaires ne se servent des installations de l'Union minière à des fins militaires, mais sans succès; comme il n'était manifestement pas question de laisser les forces katangaises continuer de tuer des hommes des Nations Unies, il a fallu, dans l'après-midi du 17, déclencher une attaque aérienne à la roquette et à la mitrailleuse contre celles des installations de l'Union minière d'où provenaient les attaques.

24. Dans l'après-midi du 17, un délégué de la Croix-Rouge, accompagné de militaires et de civils de l'ONUC, s'est rendu au square Uvira dans le nord d'Elisabethville pour apporter de l'eau et des vivres aux civils qui s'y trouvaient bloqués et, si possible, aider à les évacuer.
25. La situation n'a guère évolué dans la nuit du 17 au 18 décembre. Les Ethiopiens qui se trouvaient dans le secteur du Lido ont continué d'être soumis à un tir de mortiers et d'armes légères provenant des bâtiments de l'Union minière, où le gros des forces katangaises d'Elisabethville semblait s'être concentré. Des coups de feu isolés ont aussi continué d'être tirés de maisons particulières en divers endroits de la ville. Des mortiers katangais ont ouvert le feu, apparemment sur le quartier général de l'ONUC, mais le tir était très mal réglé et les obus sont tombés dans les quartiers résidentiels, jusqu'à 1 000 mètres de là.
26. Au cours de la matinée du 18 décembre, une colonne blindée de l'ONUC a patrouillé à petite vitesse dans les rues d'Elisabethville. On a tiré une seule rafale sur elle, et de nombreux Congolais ont fait des signes de bienvenue aux forces des Nations Unies à leur passage. D'autres patrouilles blindées des Nations Unies, dont la mission était de rétablir l'ordre dans la ville, ont suivi. L'une d'elles a été attaquée près de la cathédrale par un véhicule blindé katangais, mais celui-ci a été détruit par un véhicule blindé indien de l'ONUC. Lorsqu'il est devenu évident que les patrouilles de l'ONUC n'attaquaient pas elles-mêmes, mais se contentaient de riposter lorsqu'elles étaient attaquées, certaines d'entre elles ont été acclamées par la population, aussi bien congolaise que non congolaise.
27. L'ONUC a fourni aux civils toute l'assistance possible. Des civils et des militaires de l'ONUC se sont de nouveau rendus au square Uvira, le 18 décembre, à des fins humanitaires. Ils ont essayé quelques coups de feu isolés, mais heureusement sans être touchés. Le général de brigade Raja, commandant les forces de l'ONUC au Katanga, a formellement interdit d'entrer de force dans les maisons à moins d'une raison précise - par exemple lorsqu'elles abritaient des tirailleurs. Il a également interdit d'arrêter des Congolais ainsi que les femmes et enfants non congolais, et a exigé des rapports circonstanciés sur les cas d'arrestation des non-Congolais hommes. L'ONUC a interrogé quelques civils, mais la plupart d'entre eux ont été remis en liberté.



28. Le seul secteur où les forces katangaises aient maintenu une forte activité a été celui des immeubles de l'Union minière, d'où l'on a continué de soumettre les Ethiopiens à un feu nourri. A un moment, deux mitrailleuses lourdes tiraient de l'hôpital de l'Union minière. L'ONUC n'a pas riposté militairement, mais a immédiatement protesté auprès du délégué du Comité international de la Croix-Rouge.

-----